

Installations classées pour la protection de l'environnement

Arrêté inter-préfectoral n°2019 - 62

Prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°2016-227 du 24 mai 2016
et à l'arrêté préfectoral n°2018-450 du 30 juillet 2018
CELSA France à Tarnos

Le préfet des Landes
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Le préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1er du livre V ainsi que ses articles L 181-14 et R 181-45 ;
- VU le titre I du livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et en particulier les articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 ;
- VU le décret n°2018/434 du 4 juin 2018 portant diverses dispositions en matière nucléaire ;
- VU la circulaire du 8 février 2007 relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués et ses annexes ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2016-227 du 24 mai 2016, autorisant la poursuite de l'exploitation de l'aciérie et la création d'un laminoir (extension) au profit de CELSA France sur le territoire des communes de Tarnos et Boucau ;
- VU l'arrêté inter-préfectoral n°2018-450 du 30 juillet 2018 encadrant la gestion des terres excavées, la gestion des réfractaires contaminés au plomb et la gestion des déchets historiques du site CELSA ;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2019 donnant délégation de signature à Monsieur Yves MATHIS, secrétaire général de préfecture des Landes,
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 17 décembre 2018 ;
- VU le courrier du 21 décembre 2018 transmettant à la société CELSA, pour observations éventuelles, un projet d'arrêt complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral n°2016-227 du 24 mai 2016 susvisé ;
- VU le courrier du 4 janvier 2019 par lequel la société CELSA fait part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDERANT le fait que la Bauxaline, dont l'utilisation sur le site a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°2018-450 du 30 juillet 2018 à des fins de stabilisation des réfractaires impactés au plomb, a conduit au déclenchement du portique de détection de la radioactivité à l'entrée du site ;

CONSIDERANT qu'il s'avère que la Bauxaline est un déchet et qu'en conséquence son utilisation en technique routière n'est envisageable qu'à condition de vérifier qu'elle satisfait intrinsèquement au guide SETRA « acceptabilité des matériaux alternatifs en techniques routières » ;

CONSIDERANT que l'examen des résultats des analyses réalisées sur la Bauxaline fait apparaître que la Bauxaline ne satisfait pas aux exigences du guide SETRA sus-mentionné et ne peut donc pas être utilisée pour le traitement des réfractaires ;

CONSIDERANT que la bauxaline et les déchets mélangés à la bauxaline doivent être traités ou éliminés selon les dispositions du chapitre I du Titre IV du livre V du code de l'environnement et par conséquent évacués du site CELSA qui n'est pas autorisé à procéder à ce type d'opération ;

CONSIDERANT que l'arrêté du 30 juillet 2018 permet, en plus de l'utilisation en techniques routières des réfractaires traités à la bauxaline, l'utilisation d'autres déchets tels que les réfractaires TUNDISH en mélange avec les réfractaires traités à la Bauxaline sous réserve que les dits réfractaires TUNDISH respectent les critères déchets inertes définis par l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que selon les éléments du courrier de CELSA du 4 janvier 2019, il s'avère que les réfractaires TUNDISH ne satisfont pas aux critères « déchets inertes » mais satisfont aux critères du guide SETRA susmentionné pour un usage revêtu tel que défini dans le dit guide ;

CONSIDERANT que les critères du guide SETRA sont adaptés à une utilisation des réfractaires TUNDISH seuls et que par conséquent une telle utilisation peut être envisagée ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture des Landes et du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRETE

Article 1 – Objet : Arrêt des opérations de traitement des réfractaires usagés impactés au plomb

CELSA France, dont le siège social est situé Rond-point Claudius Magnin à Boucau (64 340), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour ce qui concerne l'exploitation de ses installations sur le territoire des communes de Tarnos (40) et Boucau (64).

Dès notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté inter-préfectoral n°2018-450 du 30 juillet 2018 sont abrogées.

Dans ce cadre, la Société CELSA stoppe tout apport de Bauxaline sur son site et toute utilisation de la Bauxaline déjà présente sur le site.

CELSA stoppe toute utilisation des réfractaires usagés impactés au plomb, mélangés avec de la Bauxaline.

Article 2 – Elimination des réfractaires traités à la bauxaline et de la bauxaline

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté la société CELSA fait évacuer les réfractaires traités à la bauxaline ainsi que la bauxaline en vue d'un traitement ou d'une élimination selon les dispositions du chapitre I du Titre IV du livre V du code de l'environnement.

Jusqu'à leur évacuation du site, les lots des réfractaires traités à la bauxaline et de bauxaline sont couverts afin de prévenir les envols de poussières.

Article 3 – Utilisation des réfractaires TUNDISH

Les réfractaires TUNDISH, dont l'utilisation en technique routière a été prévue initialement en mélange avec les réfractaires usagés traités, peuvent être utilisés seuls dans les conditions ci-après.

Les réfractaires TUNDISH peuvent être utilisés sur site en technique routière pour des usages revêtus tels que définis par le guide SETRA pour l'acceptabilité des matériaux alternatifs en technique routière de mars 2011 et sous réserve de respecter les critères fixés pour cet usage dans le dit guide.

Les réfractaires TUNDISH sont analysés pour vérifier le respect de ces critères.

Les analyses des réfractaires TUNDISH seront réalisées par lot de taille maximale 1500 tonnes.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être contesté devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau 50, cours Lyautey – 64010 PAU CEDEX :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la décision leur a été notifiée.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Tarnos ainsi qu'à la mairie de Boucau et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Tarnos ainsi qu'à la mairie de Boucau pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Landes pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 6 – Sanctions

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 7 – Notification

Le présent arrêté est notifié à Monsieur le Directeur de CELSA France à Boucau.

Une copie conforme pour affichage est communiquée à Monsieur le Maire de la Commune de Tarnos et à Monsieur le Maire de la commune de Boucau.

Article 8 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, la sous-préfète de Dax, le sous-préfet de Bayonne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs des installations classées placés sous son autorité, les maires de Tarnos et Boucau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

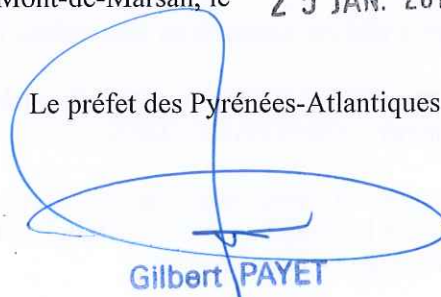
Mont-de-Marsan, le 25 JAN. 2019

Le préfet des Landes



Frédéric VEAUX

Le préfet des Pyrénées-Atlantiques



Gilbert PAYET